

LE 5 JUIN, REPRENONS NOS ENTREPRISES **EN MAIN !**

Depuis des décennies, les conditions de travail en France ne cessent de se dégrader. Nos industries sont gangrenées par un mal profond et systémique : le capitalisme. Le 1^{er} mai a rassemblé 300 000 manifestantes et manifestants : une mobilisation massive, un message clair. Pourtant, le patronat conforté par un gouvernement toujours plus servile, continue de mépriser les revendications portées par la Filpac CGT dans nos branches professionnelles. Pire encore, le président et son premier Ministre tentent méthodiquement de détruire notre modèle social. Leur simulacre de négociation qu'ils osent appeler « conclave » n'est qu'un écran de fumée pour accélérer la capitalisation tous azimuts.

Les plans de licenciements se multiplient, les PSE tombent comme des couperets. Ce n'est plus une exception, c'est la règle. Ce système capitaliste tue l'économie réelle, les emplois et nos industries. **STOP ou encore ?**

Il est urgent d'y mettre un coup d'arrêt. Ce système financier, organisé pour enrichir les actionnaires, nous fait payer double : d'un côté, nous perdons nos emplois, de l'autre, l'État engraisse le patronat à coups d'aides financées par nos impôts, fruits de notre travail. Pendant ce temps, nos services publics crèvent à petit feu. Nos hôpitaux manquent de tout, nos écoles sont à l'os, nos transports déraillent.

Le 5 juin, la CGT doit une fois de plus prendre ses responsabilités. La CGT

porte la mobilisation, même si l'élargissement intersyndical espéré tarde à se concrétiser. Seule la FSU a, pour l'instant, rejoint officiellement le mouvement. Mais partout, sur le terrain, des dynamiques intersyndicales émergent. Il faut convaincre les travailleuses et les travailleurs que leur mobilisation compte, qu'elle est utile à double titre :

- Le 5 juin, l'Assemblée nationale votera pour la première fois une proposition de résolution visant à abroger la réforme des retraites à 64 ans. C'est une opportunité politique majeure.
- Dans les entreprises, les raisons de se mobiliser ne manquent pas : l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les services publics... autant de fronts où la lutte reste indispensable. publics...

Le 5 juin, on reprend la main !

Pour dire encore et toujours NON aux 64 ans. Pour porter haut et fort nos revendications dans chaque entreprise, dans chaque service.

L'enjeu est immense : maintenir la pression, garder vivante l'exigence d'abrogation, pour rouvrir le débat sur le retour de la retraite à 60 ans. Car si nous lâchons maintenant, ils pousseront jusqu'à 65, 67 ans... voire au-delà.

Le 5 juin, on se mobilise. Pour nos droits, pour notre avenir, pour notre dignité.

ENSEMBLE ET UNIS, NOUS SERONS PLUS FORTS. TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 5 JUIN ! •



Les plans de licenciements se multiplient, les PSE tombent comme des couperets. Ce n'est plus une exception, c'est la règle.